



RÉCLAMONS PLUS QUE JAMAIS NOTRE DÛ !

Sarkozy a quitté Bercy, Gaymard doit recevoir les fédérations syndicales le 13 décembre, mais ses premières déclarations laissent supposer que rien ne va changer pour nous.

Du côté de la Fonction Publique, par ailleurs, Renaud Dutreil a joué les provocateurs le 8 décembre en estimant que notre pouvoir d'achat serait remis à flot avec 0.5 % d'augmentation en 2005 !

L'année 2004 s'achève donc sans la moindre surprise : les administrations doivent toujours coûter moins cher et les agents publics sont invités à « produire » plus, sans reconnaissance de leurs efforts collectifs.

Cette situation perdurera, soyons-en persuadés, tant que nous ne nous fâcherons pas, tant que nous ne montrerons pas notre ras le bol par des actions

unitaires durables.

Le SNUI (avec la FDSU aux Finances, et avec l'Union Syndicale «SOLIDAIRES» au niveau de la Fonction Publique) appelle à ces actions, il fait tout pour qu'elles se mettent en place, mais il n'est pas décidé à attendre les bras croisés que tous les partenaires potentiels se décident à bouger.

Entamées en octobre-novembre, les actions d'interpellation de l'opinion, des élus, des responsables politiques et administratifs, doivent se poursuivre sans relâche. D'ici Noël, réussir la grève des centres informatiques, faire de chaque CTPD un moment fort, développer les «initiatives surprise», voilà notre programme.

FONCTIONNAIRES : LE MÉPRIS

Après une année entière de déclarations ambiguës et de rendez-vous reportés, c'est seulement le 8 décembre que le gouvernement a laissé entrevoir ses propositions salariales pour 2005 :

- 0,5 % d'augmentation pour tous les fonctionnaires,
- aucun rattrapage des pertes antérieures,
- des mesures bas salaires pour ne pas décrocher du niveau du SMIC,
- une «prime exceptionnelle de sommet de grade» pour les agents n'ayant plus de perspective de carrière (elle serait versée dans le courant du 2ème semestre 2005, mais ses contours demeurent flous).

Nous rappelons qu'un rattrapage de 5 %, au moins, serait nécessaire, mais nous dénonçons aussi le fait que Renaud Dutreil s'attaque très directement au concept de carrière. La grille, selon lui, ne voudrait plus rien dire, les changements d'échelon ne traduiraient plus une promotion due à l'expérience, mais un simple mécanisme pour tenir à flot le pouvoir d'achat.

Cette dérive est inacceptable.

Nous devons défendre le statut des fonctionnaires, c'est lui qui assure notre indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et la neutralité des administrations.

Une nouvelle réunion est prévue le 21 décembre et, selon Dutreil, si le nouveau ministre des Finances le permet, on pourrait grappiller quelques crédits et espérer 0,7 ou 0,8 % d'augmentation.

De qui se moque-t-on ? ...

Le SNUI appelle de ses vœux une riposte unitaire de tous les fonctionnaires, il demande à tous ses militants d'inclure sans délai ce contentieux salarial dans les initiatives d'action prévues d'ici Noël.



BILAN D'UNE ACTION ...

Non, ce n'est pas le genre de la maison : ni la FDSU, ni le SNUI ne se sont acoquinés avec l'ex-ministre Sarkozy pour obtenir, en contrepartie de la prime à la performance, quelques mesures attendues par les agents.

C'est par la confrontation, arguments à la clé, que nous avons pu faire ouvrir quelques dossiers et aboutir quelques demandes, soutenus efficacement par de nombreuses initiatives combattives.

En l'occurrence, il faut remercier les 31 000 agents des Impôts signataires de notre « pétition interpellation » d'octobre, il faut remercier, aussi, les militants et adhérents du SNUI qui ont battu le pavé pour distribuer des tracts, qui ont « occupé » de nombreux CTPD, en novembre et décembre, qui ont interpellé leurs délégués interrégionaux, tenu des conférences de presse, « accueilli » avec « chaleur » le directeur général ou un ministre lors d'inaugurations. Il faut enfin remercier les camarades qui ont fait grève dans les centres d'appels, l'Aisne, la Creuse, la Haute Vienne, ... tandis que les agents du CSI Marseille, le 30 novembre, donnaient un ton nouveau à l'action.

- un concours interne spécial de B en A,
 - un élargissement conséquent, en 2005, des passages en ACAP2,
 - l'ouverture de plusieurs chantiers sur la promotion interne,
 - la possibilité de faire appel sur le contenu du rapport d'évaluation,
- tout cela ne fait pas un « plan qualifs », mais il fallait aller « le chercher » dans une période particulièrement aride.

C'est au mois de juin (après l'annonce de la prime à la performance) que nous avons pris l'engagement de harceler Sarkozy sans relâche, pour qu'il corrige sa copie, lui qui disait depuis avril que « les gains de productivité devaient profiter à tous ».

Trois objectifs ont été poursuivis avec ténacité depuis lors :

- briser le tabou du fric,
- réclamer de meilleures conditions de travail,
- combattre le culte de la performance

... QU'IL FAUT POURSUIVRE

Sarkozy est parti, les nouveaux locataires sont installés à Bercy, les actions de harcèlement doivent se poursuivre et notamment il reste à régler :

- de nombreux contentieux indemnitaires,
- la revalorisation des indemnités kilométriques,
- la publication d'un véritable plan de mesures catégorielles permettant de dire -enfin- que les efforts de tous ont été reconnus,
- le cadrage précis du programme de repyramidage des emplois assorti d'un plan de promotion interne.

Il faut aussi poursuivre la bataille des conditions de travail (elle passe par la défense des emplois), et continuer de démontrer que les 400 € distribués à la tête du client, ce n'est pas une solution.

Nous l'avons déjà souligné : le 30 novembre, les agents du CSI Marseille ont donné un ton nouveau à l'action. C'est désormais une grève nationale de tous les centres informatiques qui est prévue (le 13 décembre), la DG n'ayant pas tenu ses engagements du printemps sur les mutations d'office.

Autour du 6 décembre, on avait aussi connaissance d'arrêts de travail en Corrèze et à la Dircofi-Nord (le 14), dans l'Isère (le 8) et de nombreuses autres manifestations étaient prévues (notamment en région parisienne).

Le ton est donné, le personnel politique a changé à Bercy, mais pas notre engagement sur le terrain !

Il semble d'ailleurs que l'on puisse désormais compter sur davantage d'initiatives intersyndicales.

Nous ne nous en plairons pas !

Finir l'année en fanfare (grève réussie dans les CSI, CTPD « musclés » et grèves locales) pour parvenir en janvier à un mouvement Finances que nos partenaires paraissent enfin souhaiter ? ...

Ça devient vraiment envisageable !

Reste le dossier Fonction Publique : il demeure, lui, très préoccupant.

Les propositions du gouvernement, à quelques encablures de Noël, auraient dû provoquer une protestation unitaire : toutes les fédérations auraient dû dénoncer la destruction de la notion de carrière et le fait que le ministre considère une prise d'échelon comme une mise à flot du pouvoir d'achat. Il y a bien eu quelques éclats de voix, mais la plupart des responsables syndicaux ont paru vouloir attendre la prochaine réunion, le 21 décembre.

Pour le SNUI, il faut inclure la question du pouvoir d'achat dans les actions de protestation en cours.